

Weber-Perret, genèse de l'Alliance culturelle romande [Simon Roth]

Autor(en): **Clavien, Alain**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **51 (2001)**

Heft 4: **Überlieferungsbildung und Bewertung = Evaluation et formation des sources archivistiques**

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

ment diffusés à travers le pays, tout en restant hors des circuits commerciaux qui les voyaient comme de la publicité gratuite pour le gouvernement. Toute en étant douce, la propagande n'en demeure pas moins présente. Comme toujours dans ce type d'étude, il est difficile d'évaluer l'impact que les films ont eu sur leur public mais l'auteur s'avance beaucoup quand il l'imagine sceptique et méfiant.

Dans le cas de la Suisse, par exemple, si les spectateurs se sont montrés agacés par les films de propagande étrangers, ils ont été plutôt séduits par ceux produits par le Service des Films de l'Armée. C'est en tout cas ce qui se dégage de certains comptes rendus cités dans l'article de Gianni Haver, qui signe également l'introduction. Plus largement, le propos de l'auteur est de montrer comment, durant la guerre, la Suisse s'est trouvée dans une situation bien particulière, neutre au centre du conflit, et arrosée d'images des deux camps, tout en en produisant elle-même. Les quelques traces qu'il reste de la production nationale (on aimerait savoir où les trouver), films de fiction et documentaires confondus, mettent en avant une représentation positive, rassurante et valorisante de la Suisse (terre d'accueil, armée forte, neutralité) laissant aux films étrangers le soin de montrer le conflit. Parmi eux, ce sont les films britanniques qui sont les plus appréciés de la critique, suivi par les italiens. Les films allemands sont peu nombreux en Suisse romande. La censure est relativement souple, interdisant surtout les films qui attaquent directement les chefs d'Etat, sont nettement offensifs ou pourraient démoraliser la population helvétique.

L'article d'Isabelle Paccaud sort du cadre de l'ouvrage. Elle y dresse un portrait de la critique romande, plus exactement vaudoise et genevoise, entre 1930 et 1945, en étudiant la place que prend la rubrique «cinéma» dans la presse journalière: hebdomadaire dans le *Courrier de Genève* et la *Gazette de Lausanne*, elle est moins régulière dans les autres journaux. L'auteure décortique ensuite chaque titre (une dizaine) et en donne notamment les orientations politiques et confessionnelles, avant d'établir une quinzaine de notices biographiques.

On peut regretter que ce gros travail n'ait pas été directement utilisé par François Lorétan qui traite pourtant d'un sujet qui lui est directement lié et qui aurait pu ainsi restituer certains noms derrière les initiales des critiques. A partir de 170 comptes-rendus trouvés dans la presse genevoise et lausannoise et concernant les 53 longs métrages américains de guerre (cités en annexe), l'auteur constate que les critiques ne reprochent que très rarement à ces films leur aspect de propagande, non pas parce qu'ils sont aveugles mais parce qu'ils sont gênés d'en parler.

La compréhension que les Suisses avaient de la guerre était fortement imprégnée des images qui leur étaient données à voir. Cet ouvrage sobre montre combien l'étude de la production, de la diffusion et de la réception du cinéma peut apporter à la connaissance historique.

Natacha Aubert, Neuchâtel

Simon Roth: **Weber-Perret, genèse de l'Alliance culturelle romande**. Lausanne, Mémoire Editoriale, 1999, 174 p. Diffusion: Slatkine.

Né en 1922, Myrian Weber fait ses études à l'Ecole normale à Lausanne; en automne 1944, il est engagé par une institution privée, l'Ecole Internationale à Genève, à laquelle il restera fidèle quarante années durant. Quelques mois auparavant, il a épousé Marguerite Perret, à laquelle il restera aussi fidèle quarante années durant. Ce qu'on pourrait appeler une vie tranquille. Heureusement pour son biographe, sa vie intellectuelle sera plus mouvementée. De plus, Simon Roth a eu le bon réflexe de ne pas se tenir trop étroitement au personnage, mais, et c'est ce

qui fait l'intérêt de cette étude, de l'insérer dans un contexte plus large – parfois esquissé à traits grossiers, état de la recherche oblige.

Le contexte large, c'est la Suisse romande intellectuelle embarquée dans la guerre, avec sa revue «résistante», *Traits*, des maisons d'édition qui publient Vercors, Aragon ou Emmanuel, des passeurs de textes comme Lachenal, Béguin ou Simond, mais avec aussi une revue ouvertement axiste, fasciste et antisémite, *Le Mois Suisse*, des maisons d'édition qui publient Jaloux, Mussolini, Abellio ou Fabre-Luce, des passeurs qui dès la fin 1944 tentent de faire entrer en Suisse leurs amis collaborationnistes, tel Gentizon qui se démène pour Céline ou Louis Thomas... Entre ces deux extrêmes, toute une palette de positions, souvent plus opportunistes que courageuses. Roth débroussaille un peu ce maquis, dans lequel Weber-Perret se meut avec aisance, mais pas toujours avec beaucoup de clairvoyance puisque les deux maîtres qu'il se choisit en fin de compte sont des piliers du *Mois Suisse*: Edmond Jaloux et Gonzague de Reynold.

A ses débuts pourtant, le jeune Weber-Perret semblait plutôt pencher vers l'autre camp. Il s'intéresse alors à la poésie. En février 1941, avec deux amis, Jean-Daniel Bovey et Paul Scalet, il lance une éphémère (7 numéros) petite revue, *Pages*, qui se place sous les auspices de Daniel Simond et d'Edmond Gilliard et qui publiera à côtés d'œuvres de poètes romands des pièces d'Emmanuel ou d'Aragon. A en croire Simon Roth, ce serait la fréquentation de Jaloux à Lausanne dans le cadre de la Société de poésie qui aurait provoqué plus tard la conversion étonnante de Weber-Perret. On pourrait aussi, il est vrai, voir dans les tendances affichées par *Pages* la marque de deux associés auxquels Roth n'accorde que peu d'intérêt alors que les rapports de police, eux, estiment que la revue est dirigée par Paul Scalet (Archives cantonales vaudoises, K VIIb, 32/458 n° 288). La question n'est pas de simple érudition, elle permettrait de mieux comprendre cet itinéraire si bizarre: qu'est-ce qui peut pousser, aux temps de la Libération, un jeune homme passionné de littérature à s'engager aux côtés de Jaloux et Reynold, pétainistes avérés et vieilles gloires passées? Dans cette perspective, on aurait aimé que Roth réfléchisse à ce qu'un tel itinéraire peut dire de l'état du champ culturel romand de l'époque, de la permanence de certains de ces cadres, comme la présence de ces vieux critiques maurrassiens des grands quotidiens romands qui continuent à exercer leur magistère après guerre comme si de rien n'était...

Chaperonné par ses deux nouveaux protecteurs, Weber-Perret entreprend au lendemain de la guerre une belle carrière de critique littéraire. L'influence de Reynold sera forte sur son livre de 1951 consacré aux écrivains romands, où le noble fribourgeois est mis sur un pied d'égalité avec Ramuz, où sont privilégiés les proches de Reynold et Jaloux, les de Traz, de Pourtalès et autre Chenevière, dont le critique Albert Béguin disait avec méchanceté qu'ils ne sont certes pas des écrivains mais qu'ils ont des relations... Weber-Perret parviendra même dans cet ouvrage à évoquer en termes élogieux le théâtre de Géo Oltramare, encore un ami de Reynold, sans un seul mot sur ses positions politiques. Le livre est un peu chahuté à sa sortie par les «gauchistes» de la revue *Rencontre*, mais encensé par tous les autres.

Après avoir tenté en vain de lancer vers le mitan des années 50 une revue de droite avec Reynold, Weber-Perret s'attache au mouvement de la francophonie sur laquelle il greffera une Association Culturelle Romande qui voit le jour en 1962, Reynold et Rougemont chantant côte à côte les beautés du fédéralisme lors de la séance d'ouverture qui dut être inoubliable...

Après la belle thèse de Claude Hauser (*Aux origines intellectuelles de la question jurassienne*, Courrendlin, CJE, 1997), ce livre confirme une évolution qui avait jusqu'à présent peu été soulignée dans l'historiographie suisse: il est considérable, le nombre de murrassiens affichés des années trente et quarante à qui la «cause romande» et le combat jurassien ont ainsi permis une reconversion honorable, voire «progressiste» (!) dans les années soixante et septante...

Alain Clavien, Lausanne

Daniel Möckli: **Neutralität, Solidarität, Sonderfall. Die Konzeptionalisierung der schweizerischen Aussenpolitik der Nachkriegszeit, 1943–1947.** Zürich, ETH-Zentrum, 2000 (Zürcher Beiträge zur Sicherheitspolitik und Konfliktforschung Nr. 55). 336 S.

Die eng begrenzten Möglichkeiten der heutigen Aussenpolitik sind noch immer in hohem Masse durch die Weichenstellung der unmittelbaren Nachkriegszeit bestimmt. Damals wurde unter der Leitung von Bundesrat Max Petitpierre die aussenpolitische Doktrin formuliert, welche erstens die Hochhaltung des neutralen Sonderfalls zum obersten Prinzip festschrieb, zweitens diese isolationistische Haltung mit weniger isolationistischen Ergänzungsparolen garnierte und drittens mit der cleveren Unterscheidung von «technischen» und «politischen» Gremien der Schweiz fallweise eine internationale Zusammenarbeit gestattet – sofern es ihr passte.

Das alles ist bekannt. Die von Daniel Möckli kürzlich vorgelegte Arbeit bringt aber zusätzliches Licht in die entscheidende Übergangszeit von 1943 bis 1947: Es gelingt ihr nämlich, die einzelnen Etappen in der Ausformulierung der Petitpierre-Doktrin zu analysieren und damit – worauf es ankommt – zu zeigen, dass die schweizerische Aussenpolitik auf Grund von bestimmten Vorlieben und Ängsten *gemacht* und nicht einfach objektiv gültigen Gesetzen entnommen worden ist. Und dass sie demzufolge auch anders hätte gemacht werden können ...

Möckli bestätigt damit die mittlerweile vielleicht bereits zu sehr etablierte These, dass es 1945 durchaus möglich gewesen wäre, die Schweiz auf den Kurs eines normalen Mitgliedes der internationalen Staatengemeinschaft zu bringen, mit UNO-Beitritt, mit Europaratsmitgliedschaft bereits in den 1950er Jahren, usw. Und dass die politische Führung der Schweiz um 1945 diese reelle Chance verpasst und damit eine Altlast geschaffen hat, mit der sich das Land noch immer schwer tut.

Die wichtigste Leistung der Studie besteht darin, dass sie in der Verlängerung des entsprechenden Kapitels der ebenfalls aus der «Schule» Gabriel stammenden Dissertation von Robert Diethelm (1996) ein überzeugendes Gesamtbild vermittelt, und dies in einer idealen Kombination von historischer Detailpflege und politologischer Typologienpflege tut. Die Arbeit enthält zudem auch spannende Einzelbefunde. Etwa die Erkenntnis, dass die Zäsur mit dem Abgang des nachträglich zur *bête noire* gemachten Marcel Pilet-Golaz wesentlich geringer war, als angenommen, dass Petitpierre seinen Amtsvorgänger mehrfach in wichtigen Fragen konsultierte und dass die «ideologisierende Überhöhung der Neutralität» (Daniel Frei, 1980) weniger das Produkt der Aktivdienstzeit als der Jahre 1946/47 ist, in denen es zur Rechtfertigung der nun selbstgewählten Sonderstellung zu einer eigentlichen «Neutralitätsoffensive» gekommen ist.

Ein pikantes Detail: Edgar Bonjour, der damals seine erste grössere Neutralitätsgeschichte herausbrachte, wurde vom Bundeshaus kritisiert, weil er, was histo-